

Fédéralisme et réseau

La coordination de ses activités est un problème fondamental pour tout groupe humain.

Au cours de l'histoire, différents modèles d'organisation ont émergé, mais, quelles qu'en soient les variantes, c'est un modèle hiérarchisé et centralisé qui domine actuellement la planète.

Ce modèle est en parfaite adéquation avec une société d'exploitation dans laquelle une poignée de dirigeants impose à la masse des plus faibles le maintien de ses privilèges en utilisant simultanément la violence physique (suivant les cas : guerres, famines, bavures policières, prisons, licenciements, camps, misère...) et la violence idéologique (médias, enseignement, "intellectuels" aux ordres, religions, publicité...). Du sommet de l'Etat à la cellule familiale en passant par les entreprises et les administrations, ce même modèle est tellement présent qu'il est inconsciemment intériorisé par les individus qui finissent par le trouver "naturel". Cette pression est tellement forte que même ceux qui aspirent à changer la société peuvent le reproduire.

Le fédéralisme

Même s'ils n'échappent pas toujours à cette critique, il faut reconnaître qu'un des efforts constants des anarchosindicalistes et plus généralement des libertaires est de récuser ce modèle et de proposer des modes d'organisation qui permettent de conjuguer réflexion et action collective, progrès social et respect de chaque individu. Depuis plus d'un siècle, ils proposent en alternative le fédéralisme, c'est-à-dire un système qui repose sur la libre fédération entre elles des entités qui composent une société. Ce principe très général a déjà reçu des applications réellement intéressantes et sur une grande échelle à certaines périodes historiques - la Révolution espagnole pour n'en citer qu'une -, mais il mérite d'être approfondi, affiné, d'autant qu'il peut se décliner de façons très diverses. Une des questions qui se posent d'après nous aux anarchosindicalistes d'aujourd'hui est d'assurer une meilleure application de ce principe dans leur propre façon de s'organiser. En effet, les cadres organisationnels sur lesquels reposent habituellement leurs mouvements se sont figés voici plus de cinquante ans et sont de ce simple fait en-dessous de ce qu'ils pourraient être par rapport à l'évolution des concepts et des besoins. Pour nous, il ne s'agit nullement de "rénover" l'anarchosindicalisme au sens que ce mot a pris dans le vocabulaire politique (dans lequel "rénover" veut surtout dire vider une théorie de sa substance pour ne garder qu'une partie de son décorum), mais au contraire de régénérer les notions de base avec la volonté de donner aux idées et aux pratiques anarchosindicalistes la plus grande expansion. Loin des concessions que certains sont périodiquement tentés de faire pour être "reconnus" par la société dominante, pour "peser" sur elle, il s'agit pour nous au contraire de développer les moyens d'organisation qui permettraient de porter d'avantage la révolution dans son cœur.

Le réseau

Un des concepts que l'anarchosindicalisme peut utiliser pour pratiquer le fédéralisme est celui du réseau. Nous allons essayer dans ces quelques lignes d'apporter des éclaircissements sur ce que nous entendons par ce mot.

1- Tout d'abord, qu'entendons-nous par organisation en réseau ?

L'objectif du fonctionnement en réseau pour une organisation anarchosindicaliste est de favoriser un mode d'organisation qui garantisse à chaque syndicat sa totale liberté d'expression et d'action tout en potentialisant la solidarité avec les autres.

La liberté d'action et d'expression (l'autonomie) de chaque syndicat, fonctionnant en assemblée générale de syndiqués, implique qu'aucune autre structure à quelque niveau que ce soit ne puisse avoir le moindre pouvoir de décision à la place du syndicat, même pour des tâches qui seraient qualifiées de "techniques". Ce qui n'est pas incompatible, loin s'en faut, avec le débat, la concertation, l'échange d'information, le partage de moyens.

La solidarité entre syndicats est une démarche volontaire et non une contrainte imposée par une majorité, quelle qu'elle soit. Elle résulte d'une proposition ou d'une demande d'aide d'un ou de plusieurs syndicats et de l'accord de tout syndicat jugeant cette proposition recevable.

Ainsi, une confédération anarchosindicaliste fonctionnant en réseau serait constituée d'un ensemble de syndicats se reconnaissant dans un certain nombre de principes généraux communs, issus de débats ouverts et permanents. Toute autre structure regroupant des syndicats, à tout niveau, serait alors une instance de concertation, d'information, mais jamais une instance de décision. La cohérence de la confédération serait le produit de deux facteurs et de rien d'autre : la cohérence des relations entre les syndicats et leurs actions sur le terrain.

On le comprend aisément, ce type de fonctionnement génère une confédération dynamique. La réalité de la confédération est la résultante de l'action réelle et de l'inter-réaction des syndicats. Le réseau ne garantit pas contre toute prise de pouvoir, mais il limite fortement la prise de pouvoir car il n'existe alors aucun autre lieu de décision que le syndicat.

2 - Le réseau s'oppose-t-il au fédéralisme ?

Très souvent, les militants libertaires ont une image partielle et déformée du réseau. Celle-ci provient d'une part de la période des années 70/80 pendant laquelle des groupes dits "autonomes" ont mené des expériences souvent forts critiquables (positionnement politique obscur, dérive autoritaire...). Même s'ils n'ont pas fait référence directement à ce concept, on parle parfois de ces groupes en terme de réseaux. Les critiques qu'on peut leur faire ne tiennent pas à leur pratique restreinte du réseau mais bien à leur manque d'analyse et d'objectifs politiques. D'autre part, le mot "réseau" est souvent utilisé pour décrire des relations cachées, semi-clandestines, entre des personnes ou des groupes. Il est clair que ces rapports occultes introduisent des possibilités de manipulation dans toute une organisation. Des militants qui échantent

Notre but n'est-il pas de potentialiser au maximum notre force dans l'action pour détruire le capitalisme et construire le communisme libertaire ? Qu'est-ce que la force ? Que l'on me permette de citer Emile Pouget (théoricien du mouvement ouvrier) : « *La force est l'origine de tout mouvement, de toute action, nécessairement, elle en est le couronnement. La vie est l'épanouissement de la force, et hors de la force, il n'y a que néant. Hors d'elle, rien ne se manifeste, rien ne se matérialise...* ». La force prête son concours à la liberté ou cette carence ontologique des Hommes (et non pas de l'Homme : construction abstraite de l'humanisme bourgeois qui définit son éthique). En effet, nous sommes pourvus de la liberté et nous sommes condamnés à l'exercer. Celle-ci nous constitue. Elle détermine les choix réalisés en fonction d'un but recherché pour influencer sur le cours des choses ; grâce à l'action qui nous **pousse** et renforce notre sentiment de puissance (allant de pair avec la volonté). C'est ce que nous appelons être en situation (de manière à amener une autre situation qui rende impossible tout retour en arrière : la théorie de l'événement). Cette liberté pose notre responsabilité à tous devant l'Histoire ! Dès lors, il s'agit d'avoir l'intelligence politique de la situation, puisque nous sommes confrontés à la réalité de ce monde qui s'impose (l'objectivité). Autrement dit, il y a des conditions (c'est-à-dire des limites et contraintes) qui nous sont faites indépendamment de notre volonté. Or, l'action suppose une méthode particulière, visant également à dégager les enseignements de l'Histoire pour annihiler la fausse conscience de soi (l'ignorance). Quelle est cette méthode particulière ? La dialectique ! Cette dernière permet de comprendre qu'une forme d'organisation est toujours en devenir jusqu'à ce qu'elle se désintègre, parce qu'elle est dans cette incapacité justement à être en situation pour résoudre les contradictions de la situation du moment. L'Histoire voit s'affronter et dépasser les Hommes ; elle n'est pas le lieu où l'on conte paisiblement fleurette, son tribunal rend un verdict sans clémence. Il faut vaincre ou périr !

Paul Anton.

_1.- En 1930, Otto Strasser fonde la Communauté de combat National-socialiste d'Allemagne (NSKD). _2.- Cinq SA sont condamnés à mort pour le meurtre de l'ouvrier communiste Konrad Pietzuch en vertu de l'ordonnance de Papen. _3.- Pour lui, Hitler n'est qu'un vulgaire petit caporal de Bohême. _4.- La liberté de la presse et de réunion est supprimée par un décret d'urgence (« *Notvernordnung* ») cinq jours plus tard. _5.- Mécanicien au chômage, ancien trésorier de la « *Bourse régionale du Travail de Rhénanie* ». _6.- Sans qu'il soit jugé, le régime nazi l'envoie aux camps de concentration de Boorgermoor dès 1933. Il ressort au bout d'une année mais il ne peut mener son activité politique à cause de la surveillance étroite de la Gestapo. _7.- « *Grossdeutschen Feuerbestattungskasse* » qui permet à Julius Nolden de survivre car il est au chômage depuis 1931. _8.- Il est condamné à 10 ans de prison le 5 novembre 1937 par le Tribunal du peuple. Les Alliés le libèrent le 19 avril 1945 du pénitencier de Lüttringhausen. _9.- Se reporter au texte « *Fédéralisme et réseau* » de Paul http://cnt-ait.info/article.php3?id_article=528.-10

Cette même filière sert aussi pour le matériel de propagande, stocké et dissimulé chez la famille du compagnon Derksen, avant de gagner Duisburg qui dispatche par ses faisceaux vers les villes telles que Wattenscheid, Bochum, Mülheim, par exemple. En août 1933, les anarchosindicalistes de la FAUD inaugurent le système de diffusion. Le rythme des livraisons est assez constant jusqu'à fin 1934 - début 1935 (suspension des livraisons de la presse). Pour l'anecdote, d'après les rapports judiciaires, la brochure « *Mangez des fruits allemands et vous serez en bonne santé* » (titre de camouflage d'une brochure anarchosindicaliste) acquiert une popularité chez les mineurs - qui s'apostrophent mutuellement comme suit : « *As-tu mangé aussi des fruits allemands ?* »

En 1936, l'engouement pour la révolution espagnole annonce une reprise, mais de courte durée. Julius Nolden s'active à multiplier les contacts, les déplacements et les réunions pour organiser la solidarité. Quant à Simon Wehren d'Aachen, il s'emploie à chercher des spécialistes pour qu'ils aillent prêter main forte à la révolution.

En décembre 1936, la Gestapo réussit à infiltrer l'organisation intérieure. Début 1937, la Gestapo frappe simultanément ces trois points névralgiques du réseau : Duisburg, Düsseldorf et Köln, qui présentent la particularité avec ceux de Wuppertal, Krefeld, Dulken, Viersen, Mönchengladbach et d'Aachen d'être agencés en « *triade* », par des liens en faisceaux. Quatre-vingt neuf anarchosindicalistes, parmi lesquels Julius Nolden*8, sont mis sous les verrous. Le réseau de la Rhénanie du Nord-Westphalie est anéanti.

Considérations

L'Histoire de l'anarchosindicalisme est ainsi faite et nul ne peut prétendre à la réécrire tout comme l'Histoire, à moins de se complaire dans la spéculation enivrante. L'expérience de la FAUD dans sa lutte contre le régime nazi nous prouve :

1) que le réseau est bien une forme d'organisation adoptée par les anarchosindicalistes. Il inclut l'appui mutuel et la solidarité (« *qui est une démarche volontaire et non une contrainte imposée par une majorité* » - il est utile de le rappeler*9).

2) que le réseau permet de maintenir une cohésion entre tous les groupes qui le composent et, par là même, de susciter une dynamique, voire de coordonner l'action entre eux. Grâce à son organisation en réseau, la FAUD s'est maintenue entre 1933 et 1937 avant de succomber sous les coups de la répression, exercée par le régime nazi disposant d'une force considérable. Il faut préciser que le réseau est compatible avec le fédéralisme. Dans le texte « *Fédéréseau* », publié dans le numéro 117 d'*Anarchosindicalisme !*, Jean Picard soutient avec pertinence l'idée que le réseau et le fédéralisme (« *Le fédéralisme en réseau* ») ne souffrent d'aucune aporie, dans la mesure où l'un et l'autre se synthétisent. En la contextualisant, l'expérience de la FAUD peut nous inspirer. Les anarchosindicalistes de la CNT-AIT et autres révolutionnaires authentiques doivent donc continuer de s'interroger sur la forme d'organisation la plus adaptée à la situation du moment.

périodiquement des informations, des idées (quelle que soit la forme utilisée : déplacements, "tournées des popotes", téléphone...) constituent un réseau. En soi, de tels échanges n'ont rien de choquant, et d'ailleurs, ils sont peut-être inévitables. Ce qui est très critiquable, c'est l'utilisation qui peut en être faite (travail de sape, construction artificielle d'un rapport de force interne...). Or, cette utilisation ne découle pas du réseau mais de son caractère caché. En officialisant le réseau, en le mettant "sur la table", en rendant accessible les informations qui y circulent à tout adhérent, on ne garde que l'aspect dynamique du réseau en neutralisant les aspects pervers évoqués ci-dessus.

Enfin, pour certains militants, le réseau évoque inévitablement ... la pagaille. Or, un réseau, comme tout mode d'organisation, peut-être plus ou moins fortement structuré. Par exemple, rien ne s'oppose à ce que, dans un réseau, des protocoles fixent par consensus les modalités de circulation de l'information.

De fait, contrairement aux idées reçues, le réseau non seulement ne s'oppose pas au fédéralisme, mais il en constitue une des formes possibles. Il ne fait pas obstacle à la solidarité et il favorise l'échange car il est débarrassé des lourdeurs du passage obligé par des instances souvent difficiles à réunir pour diverses raisons. A la norme, édictée périodiquement par un congrès ou une instance après un débat plus ou moins formel, le réseau oppose la dynamique du débat permanent conduisant à un consensus qui seul permet l'action concertée efficace.

Anarchosindicalisme et réseau

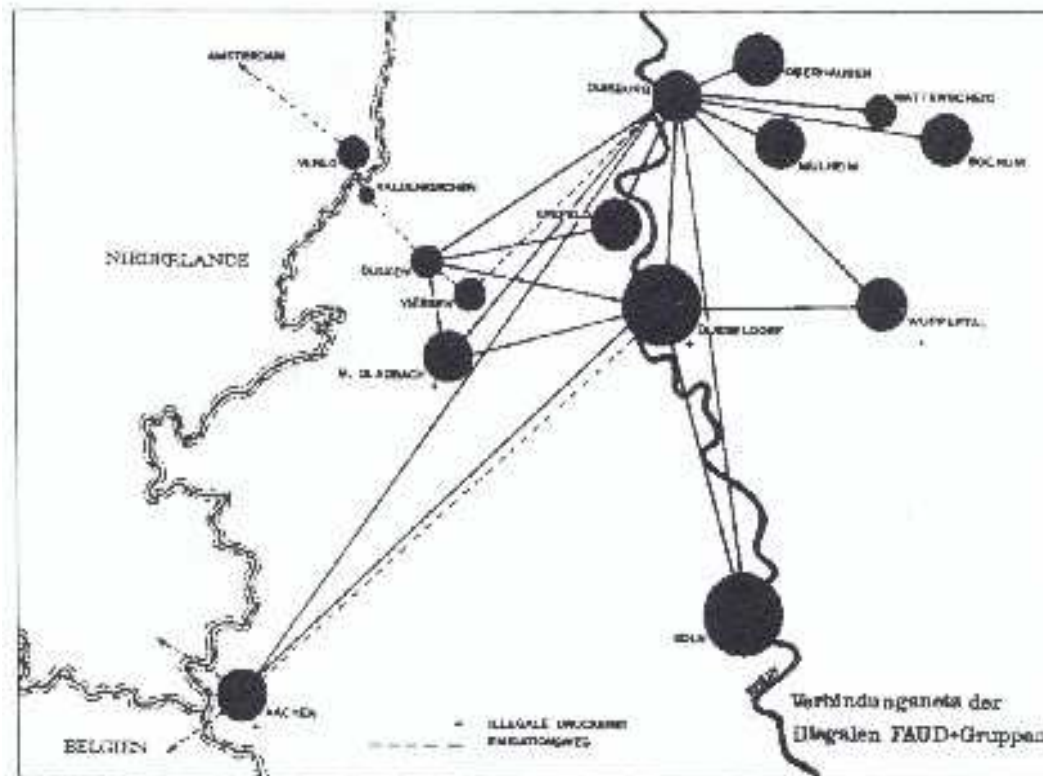
A partir d'une analyse de la société de classe actuelle et de ses fonctionnements (formes de domination, rôle du spectacle de la contestation, lutte des classes...), l'anarchosindicalisme définit des stratégies pour combattre et abattre le totalitarisme capitaliste et étatique (position idéologique de rupture avec le système, rejet des structures collaborant avec le pouvoir ou défendant un mode d'organisation autoritaire et hiérarchique, action directe, solidarité de classe, ...) et pour organiser la société future (autogestion, communisme libertaire...). Les moyens à utiliser doivent répondre à la réalité présente et être conformes aux objectifs à atteindre. C'est pourquoi le fédéralisme doit être une constante de nos organisations et le réseau peut se révéler une façon utile de le pratiquer.

Paul

A titre d'exemple

Imaginons qu'un syndicat propose une action commune pour dénoncer le rôle joué par Attac dans la récupération des luttes par le pouvoir. Un syndicat émet cette proposition et le fait savoir aux autres. Chaque syndicat intéressé en discute en interne et lors de rencontres entre syndicats ou entre militants, puis se prononce. S'il est d'accord sur le principe, il énonce ce qu'il compte entreprendre, ce qu'il met à la disposition des autres, ce qu'il propose comme idée d'action, pour être un des acteurs de cette démarche. Le succès de cette action ne dépend que du nombre et du travail effectif des syndicats ayant répondu favorablement à cette proposition et ayant effectivement réalisé des actions dans ce sens.

Si un syndicat n'est pas d'accord, il ne participera pas à cette action. Il se posera la question : doit-il laisser les autres faire cette action qu'il n'approuve pas ? Doit-il la combattre car elle s'oppose, d'après lui, aux principes de bases de l'anarchosyndicalisme ? Dans ce cas, il peut choisir la forme qui lui semble la plus adaptée : proposition de poursuite du débat sur le fond, arrêt de sa collaboration avec les syndicats menant cette action, retrait de la confédération...



Le réseau de la Rhénanie du Nord-Westphalie

Nous pouvons constater que deux filières d'émigration sont constituées : 1) Düsseldorf, Aachen (Aix-la-Chapelle), en direction de la Hollande ou de la Belgique ; 2) Duisburg, Viersen, Dulken, Kaldenkirchen, Venlo (ville frontalière hollandaise d'accueil, d'où l'on part pour Amsterdam où se trouve le bureau d'émigration de la FAUD). En fait, cette filière est déjà pensée en 1932. Son point névralgique est Duisburg. L'appartement de Julius Nolden sert de plaque tournante pour recevoir les anarchosyndicalistes fuyant le pays, particulièrement le centre. Ce compagnon contribue grandement à structurer ce réseau, grâce à sa position acquise au sein de la FAUD*5. Julius Nolden remplace Franz Bungert*6 à la région. Julius Nolden n'utilise que la bicyclette comme moyen de locomotion et n'agit que sous le couvert de « *la caisse funéraire pour le droit à l'incinération* »*7. Notons également le rôle important d'un certain germano-hollandais Derksen, ce compagnon possède une bonne connaissance de la zone frontalière. Ce qui évite, en cas d'urgence, de passer par le point de Dulken.

de la CNT. Ils se rassemblent dans le DAS (Deutsche AnarchoSyndikalisten). Ceci dit, ceux qui décident de rester mettent en place un centre d'émigration de la FAUD qui est un réseau. Ils récoltent aussi des fonds de soutien et éditent du matériel de propagande pour l'envoyer vers l'Allemagne.

2) l'organisation intérieure qui comprend le « Comité de coordination clandestin » et les groupes locaux de la FAUD. Celui-ci est transféré d'abord à Erfurt, ensuite à Leibzig. Sa fonction est d'assurer la liaison entre l'organisation extérieure et celle de l'intérieur, voire la coordination entre toutes les entités.

3) les « Groupes autonomes antifascistes » dans le sens où ils agissent entièrement par eux-mêmes et n'ont aucun rapport entre eux afin d'échapper à la Gestapo. Cependant, la sclérose n'est-elle pas la contrepartie ? Est-ce que c'est cette raison qui pousse certains de ces groupes à nouer des liens avec la FAUD ? En tous cas, un réseau de résistance prend forme en recoupant les anciennes zones d'influence de la FAUD (Rhin-main, Saxe, Thuringe, Rhénanie, Hambourg, Berlin).

Mais la FAUD est confrontée à ces trois grandes difficultés :

1) la situation économique change en 1935 et nombre d'anarchosyndicalistes retrouvent du travail après une longue période de chômage. Ils renoncent à toute activité, car ils savent que la Gestapo les suit à la trace et récolte des informations auprès de leurs employeurs. C'est la peur d'être licencié ou de se faire dénoncer par le collègue de travail.

2) la répression s'exerce avec encore plus d'acharnement et s'accompagne de la brutalité inhérente au régime nazi (son système concentrationnaire, par exemple). Toute une série de procès (au nombre de sept, pour cinq à quarante inculpés, et un autre pour cent inculpés) se déroulent en 1936. Ce n'est guère mieux en 1937...

3) le problème des livraisons de la presse militante se pose à partir de fin 1934 - début 1935. Cette presse militante permet de maintenir la cohésion entre les groupes de la FAUD.

Militer en réseau

En ce début du troisième millénaire, quelle est, pour l'anarchosyndicalisme sur le plan national la forme d'organisation la plus adaptée à sa réalité actuelle, à la situation générale dans laquelle il évolue et qui lui permette le meilleur développement ? Ce texte, est une contribution individuelle à ce débat.

Mais qu'est-ce qu'une organisation ?

Toute organisation repose sur un pacte entre des entités afin d'atteindre un but et suppose un mode de gestion de ce qui est mis en commun.

D'un point de vue anarchosyndicaliste, le pacte est librement consenti, modifiable aussi souvent que nécessaire. Il est théorico/pratique puisqu'il repose à la fois sur une théorie, une philosophie (l'anarchosyndicalisme) et sur une pratique (l'anarchosyndicalisme) qui ne doivent faire qu'un. Les entités concernées sont des structures fonctionnelles, de véritables cellules vivantes, qui conservent toujours leur liberté : les syndicats et les unions régionales de syndicats. Le but essentiel à atteindre est de réaliser une société libertaire. Cet objectif ne peut être atteint que par une politique de rupture avec tout "l'establishment". La résistance au quotidien se situe elle-même dans cette perspective. Le mode de gestion est de type fédéraliste. Il repose habituellement sur des assemblées générales ou des réunions de militants mandatés (pour la réunion en question ou pour des tâches précises sur des périodes plus longues). Ce qui est en commun à l'ensemble des syndicats est essentiellement de l'immatériel (idées, sigle, pratique de la solidarité, titres de journaux,...).

Il résulte de ce qui précède que plusieurs formes d'organisation anarchosyndicalistes sont possibles. D'ailleurs, la CNT (Espagne), la CGT-SR (France, années 30) ou la FORA (Argentine) ont eu des pratiques organisationnelles assez différentes, mais toutes reconnues par le mouvement anarchosyndicaliste international.

Stratégie organisationnelle...

Globalement, nous vivons encore actuellement sur une conception de l'organisation, héritée du XIX^{ème} siècle, qu'on pourrait qualifier de mécaniste (un rouage entraîne les autres, le flux "monte" et "descend" en suivant ces rouages). L'objectif de ce texte est de commencer à préciser ce que pourrait être une confédération anarchosyndicaliste utilisant un autre modèle organisationnel, celui du réseau. Dans cette perspective, la stratégie est avant tout de potentialiser, de rendre plus efficace l'action que le syndicat (en tant qu'entité fonctionnelle) mène là où il se trouve, et qui se concrétise par des actions de réflexion et de propagande et de résistance et d'impulsion. La conf-réseau postule donc nécessairement que chacune de ses unités ne commence à exister qu'à partir du moment où elle est fonctionnelle, c'est à dire qu'un travail militant de terrain se fait.

Il existe plusieurs possibilités pour qu'une organisation nationale rende plus efficace le travail militant des syndicats. Classiquement, par exemple, elle produit et met à disposition de ces derniers des affiches, des tracts rédigés et imprimés

nationalement. Selon notre conception, puisqu'une conf-réseau regroupe des syndicats qui cherchent à avoir une réelle autonomie de réflexion, de décision, de gestion, de réalisation et d'action, le rôle de la structure nationale est tout autre. C'est d'aider les syndicats à devenir aussi autonomes que possible dans tous les domaines, de la conception du matériel de propagande à la réalisation pratique. Evidemment, tout cela n'irait pas sans poser des problèmes nouveaux, à la fois. Mais il existe des solutions.

... et questions pratiques

Une des questions que l'on peut se poser est de savoir comment se fera la mutualisation puisqu'il n'y aura plus de centralisation. Dans une conf-réseau, si un syndicat a une idée (de lutte, d'affiches, de texte ...), il la communique à tous les autres syndicats membres (par bulletin, circulaire, Internet...). Si certains d'entre eux trouvent l'idée tout à fait à leur goût, soit ils s'adressent directement au syndicat qui a lancé l'idée pour la mettre en pratique ensemble, soit ils prennent l'idée à leur compte et l'affaire est réglée. Dans le cas où des syndicats la trouvent correcte mais améliorable, ils transmettent leur nouvelle proposition. Au "pire", si une idée ne supplante pas l'autre ou si la synthèse ne se fait, il y a plusieurs versions de la réalisation (de l'affiche, du tract..) ce qui, en soi, n'est pas gênant. Si des syndicats trouvent l'idée médiocre mais compatible avec l'anarchosyndicalisme, ils peuvent exprimer leur opinion s'ils l'estiment utile, mais ils ne bloquent rien du tout. Enfin, si des syndicats la trouvent incompatible avec l'anarchosyndicalisme, ils le manifestent et l'argumentent. Le syndicat qui est à l'origine du projet et ceux qui étaient éventuellement intéressés peuvent se rétracter (s'ils estiment qu'ils ont été maladroits, qu'ils se sont trompés ...) ou persister, ce qui, suivant la gravité qu'accorderont au sujet les uns et les autres, peut donner lieu à un conflit.

Les arguments économiques qu'on peut opposer à cette démarche (il est moins cher, à l'unité, de tirer une affiche à un grand nombre d'exemplaires, par exemple) ont été vrais. Ils le sont beaucoup moins maintenant (du fait des nouvelles techniques d'impression et de communication). La CNT-AIT dispose d'ailleurs d'une importante expérience dans ce domaine depuis des années (par exemple avec son réseau de presse). Par rapport aux inconvénients qu'entraînent une organisation centralisée (en particulier les possibilités de prise de pouvoir), le faible "surcoût" économique éventuel du fonctionnement en réseau n'est pas un argument recevable.

Beaucoup d'autres questions qui se posent (par exemple, la gestion des contacts extérieurs, les besoins en matière de solidarité...) peuvent recevoir des réponses du même type.

La gestion du réseau

Les questions qu'une conf-réseau aura à résoudre pour se gérer elle-même sont au moins de 3 types :

1) Qui entre dans la conf-réseau ?

On peut penser que le minimum sera l'activité réelle préalable. Un individu, un groupe d'individus qui se reconnaissent dans ce qu'est la CNT-AIT commencera

décevants. L'affaire de Potempa*2 n'arrange rien. Le NSDAP est pris dans une tourmente. Après des tractations pour se ménager la susceptibilité d'Hindenburg*3, le vieux maréchal décide de nommer Hitler chancelier de la République de Weimar, le 30 janvier 1933*4. Hitler ne rencontre pas le moindre signe d'une agitation prolétarienne de masse. C'est bientôt la fin de la République de Weimar.

L'Union Libre des Travailleurs Allemands (FAUD)

Le congrès constitutif de la FAUD se tient à Berlin entre le 27 et 30 décembre 1919. La FAUD se veut une organisation révolutionnaire anti-parlementariste, anti-étatique et anarchosyndicaliste. Elle compte en son sein des propagandistes de renom comme Rocker, Lehning, Souchy et Rüdiger.

La FAUD joue un rôle très important dans le soulèvement et le processus révolutionnaire de la Ruhr (faisant suite à la grève générale qui dure), dans le sillage d'une grève générale de quatre jours dans toute l'Allemagne. C'est la réponse des travailleurs au putsch de Kapp, à Berlin, le 13 mars 1920. Dans la Ruhr, on assiste à la création d'une Armée Rouge (composée à moitié d'anarchosyndicalistes), à la mise en place des collectivisations (les transports et les entreprises de tisane à Mühlheim, par exemple) et des conseils d'ouvriers et de soldats. L'armée et les Corps francs rétablissent l'ordre dans la région (quand ce n'est pas l'armée française qui s'en charge en 1923-24).

Même avant l'arrivée au pouvoir du NSDAP, la répression contre la FAUD sera une constante : interdiction de ces unions locales en Westphalie, Saxe, Mecklenburg, Pommern. Elle l'est même complètement en Bavière. Ce qui ne l'empêche pas d'agir pour l'augmentation des salaires et obtenir des meilleures conditions de travail, ou contre le chômage, voire de relayer et mener la campagne pour la libération de Sacco et Vanzetti.

En 1932, la FAUD est la seule organisation subversive encore capable de regrouper plusieurs milliers de membres. Mais elle ne peut à elle seule déclencher la grève générale pour contrer le NSDAP. D'ailleurs, ses appels restent lettre morte. A Pâques, le dernier congrès officiel des anarchosyndicalistes de la FAUD se déroule à Erfurt : ceux-ci se préparent à entrer dans la clandestinité ou à choisir le chemin de l'exil.

Dans la nuit du 27 au 28 février 1933, le Reichstag brûle. Il sert de prétexte à Hitler. En mars 1933, le siège de la FAUD à Berlin est perquisitionné : les anarchosyndicalistes présents sont arrêtés et tout le matériel est saisi, y compris les archives de l'AIT. C'est le signal de la première grande vague de répression contre la FAUD sous le régime nazi. La FAUD parvient assez rapidement à se réorganiser et à élaborer un axe d'intervention selon ce triptyque :

1) l'organisation extérieure qui est le « Bureau de l'émigration », siégeant à Amsterdam (il accueille aussi le bureau de l'AIT mais temporairement, car il est transféré ensuite à Madrid). Il n'est qu'un lieu de transit pour beaucoup d'anarchosyndicalistes qui partent en direction de l'Espagne pour combattre aux côtés

monarchie. Le 30 octobre 1918, les marins de Kiel se mutinent. Le 5 novembre 1918, la grève générale éclate dans la même ville, le jour suivant à Hambourg, ce qui débouche sur un soulèvement et un processus révolutionnaire, menés sous la houlette du mouvement des conseils d'ouvriers et de soldats. Le 9 novembre 1918, la République Allemande et la République socialiste libre d'Allemagne sont proclamées, à deux heures d'intervalle, par Scheidemann (SPD : Parti social-démocrate d'Allemagne) et Liebknecht (Ligue Spartakiste). La social-démocratie est prise de court, mais pas pour très longtemps. En effet, elle bénéficie encore d'une influence idéologique assez importante. Pendant le premier congrès du mouvement des conseils d'ouvriers et de soldats, entre le 16 et 21 décembre 1918, elle réussit à obtenir la majorité. Elle dévoie le mouvement vers la collaboration de classe et le parlementarisme et crée l'Assemblée nationale constituante allemande. D'autre part, Noske (SPD) écrase l'insurrection spartakiste de Berlin de janvier 1919 et ordonne aux Corps francs (Freikorps, milice de la droite nationaliste) d'exécuter Liebknecht et Rosa Luxemburg le 15 janvier 1919. Avec à leur tête le général Franz Epp, les Corps francs se chargent de mater trois mois plus tard la République des Conseils de Bavière. Le 31 juillet 1919, l'Assemblée nationale constituante allemande adopte la constitution de Weimar qui fonde la République de Weimar.

En 1919, le Traité de Versailles impose à l'Allemagne des conditions qui vont pousser son économie dans l'abîme (le montant écrasant des dédommagements de guerre, par exemple).

En 1923, c'est l'hyperinflation et l'armée française occupe le bassin industriel de la Ruhr jusqu'en 1924 (elle fait pression pour que son capitalisme puisse redémarrer). Cependant, le quinquennat doré (1924-29) marque le retour d'une prospérité économique et d'une stabilité politique. La crise d'octobre 1929 éclate, elle annonce la grande dépression des années 30.

Le Parti National Socialiste des Travailleurs Allemands (NSDAP)

En marge, le NSDAP - dont l'idéologie puise à la fois dans l'antisémitisme, le paganisme, le nationalisme et le bolchevisme - tente de profiter de l'opprobre suscitée par l'effondrement du Mark et l'occupation de la Ruhr pour s'emparer du pouvoir à Munich, en Bavière, dans la soirée du 8 novembre 1923, car il espère entamer une marche sur Berlin, à l'instar des Chemises noires de Mussolini. Le lendemain, c'est l'échec complet. Le « Putsch de la Brasserie » vaut à Hitler un deuxième séjour en prison (celui-ci, de treize mois). Hitler va dès lors renoncer à l'illégalisme révolutionnaire pour miser sur le légalisme électoraliste. En son absence, le NSDAP éclate en deux tendances. Dès sa sortie de prison, Hitler le remet sur pied. Il s'emploie aussi à éradiquer l'aile gauche, incarnée par les frères Strasser*1, Goebbels et Röhm (chef de la SA – Section d'Assaut). Hitler veut s'assurer le ralliement des hautes sphères : financières, industrielles, militaires.

Avec la grande dépression des années 30, les succès électoraux s'enchaînent et confortent Hitler dans sa ligne politique. Néanmoins, ceux du 31 juillet 1932 sont

par militer avant de constituer un syndicat. En pratique, il se greffera sur un des syndicats constitutifs du réseau, pour pouvoir bénéficier de l'infrastructure, vérifier l'adéquation des idées des uns avec celles des autres ... Ce n'est que quand les choses sont un peu solides qu'un nouveau syndicat peut se constituer. Ce travail peut prendre, en fonction des réalités locales, des formes très diverses. Il doit cependant exister d'une façon ou d'une autre et c'est une des bases sur lesquelles se fait l'appréciation par le réseau. Si le constat est positif, avalisé par lui (dans une réunion nationale du réseau par exemple), l'adhésion sera avalisée.

2) Qui reste dans la conf-réseau ?

Pour qu'une confédération soit un organisme vivant, il faut que, lorsqu'une unité n'a pas le potentiel minimum pour continuer à fonctionner, elle disparaisse en tant que structure. Dans une logique de réseau, il n'y a aucun intérêt à garder des coquilles vides (il y a même des inconvénients). Le (les) militant(s) qui n'a plus d'activité réelle sur place se greffe sur un autre syndicat et vient le renforcer au lieu de rester isolé et de faire semblant. Dès que les forces le permettront à nouveau, le redéploiement aura lieu. Pour rester dans le réseau en tant que syndicat, l'activité de terrain (et les cotisations) doivent être validées périodiquement par l'ensemble du réseau. La participation à la vie du réseau, c'est-à-dire l'échange permanent avec toutes les autres unités fonctionnelles, doit être effective.

Bien sûr, le conflit peut surgir et le "gentleman agreement" sur lequel repose ce qui vient d'être écrit ci-dessus risque d'être mis à mal. Comment de tels conflits peuvent-ils être traités dans une conf-réseau ?

3) La gestion des conflits

Imaginons que le syndicat A ne soit pas d'accord (pour les raisons les plus diverses) avec le syndicat B. La première chose qu'il peut faire est bien sûr de discuter pour tenter de s'entendre. Si la situation est bloquée, il peut couper toutes ses relations avec B. Si les autres syndicats pensent et font comme A, alors B est rapidement mis hors du réseau, sans autre forme de procès. S'ils trouvent que c'est A qui a tort de se comporter ainsi et que c'est lui qui empoisonne les autres, ils coupent les ponts avec lui, et c'est A qui se trouve de fait rapidement hors circuit. Enfin, si les syndicats trouvent que le conflit entre A et B n'a pas de réelle importance, ils peuvent essayer de faire entendre raison à l'un ou/et à l'autre. Si A et B restent figés, et bien tant pis, il n'y aura pas d'échanges directs entre ces deux-là mais cela n'empêchera pas le réseau de continuer à fonctionner même si cela devient un peu "boiteux". Le réseau ne résoudra probablement pas tous les problèmes. Mais il pourrait dynamiser l'action des anarchosyndicalistes. Pour finir, soulignons, qu'au sens où on l'entend ici, il est tout à fait transparent pour ses membres, puisqu'il identifie clairement les unités fonctionnelles (des syndicats actifs), les procédures (la façon dont les syndicats communiquent entre eux), les contenus (ce qu'ils communiquent) et le degré de liberté et d'autonomie de chacun. La réflexion est loin d'être finie et le débat reste ouvert.

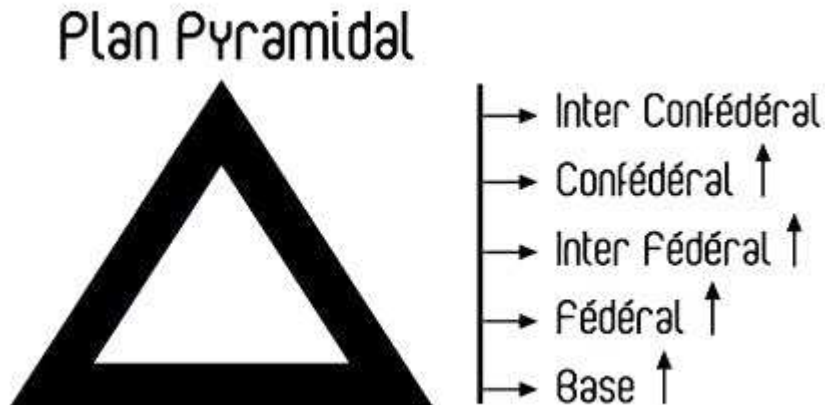
Francesito

« Fédéréseau »

L'humain est la source de toute idéologie et les choix politiques émanent de celle-ci. La négation de la genèse humaniste de la politique est une idéologie qui masque sa politique. La politique est, au bon sens des termes, subjective, arbitraire et conventionnelle. Le système politique incarne l'idéologie d'une époque et ses rapports sociaux : conflits, compromis et intérêts. L'idée anarchiste se veut égalité, justice, liberté et projet sociétal : le communisme libertaire. Il faut en penser le système politique adéquat. Deux concepts font débat.

Le fédéralisme pyramidal

C'est une association de structures qui abandonnent une partie de leur souveraineté tout en exerçant plus ou moins le contrôle sur l'ensemble fédéré (États, collectivités, partis, syndicats, associations, agglomérats économiques, etc.). Selon la terminologie, c'est l'organisation du sommet par la base selon ce plan :



Les conséquences sont que les étages équivalents n'ont pas de contacts directs, la circulation d'information est longue, verticale, concentrée et centralisée sur les échelons supérieurs et sur des groupes restreints.

De plus, une entité pensante déduit de son expérience une explication et même son imaginaire. Chaque strate n'ayant ici comme champ expérimental que son segment limitrophe, elle se spécialise et produit un empirisme restreint. Ce

acrate. L'anarchisme est négation de l'exploitation et de l'oppression. Il critique et combat la délégation de pouvoir, promeut une société démocratique et égalitaire. La pertinence du discours est sa corrélation pratique : seul le réseau-fédéral est communiste libertaire.

Ce petit essai est le produit de l'expérience de la CNT-AIT, il reflète les débats du groupe de Caen.

Jean Picard, mars 2010.

LE RESEAU : CONSEQUENCE IDEOLOGIQUE DE L'ANARCHOSYNDICALISME

Introduction

Force est de constater que les questions sur l'organisation continuent chez les révolutionnaires et, plus particulièrement, chez les anarchosyndicalistes de la CNT-AIT à animer des débats. L'une d'entre-elles porte sur le réseau. D'après ses détracteurs, il serait « marginal dans les milieux libertaires ou anarchistes » (expression qui ne veut pas dire grand-chose, mais le galimatias est à la mode) ou, plus précisément, « il serait même complètement étranger à ces milieux ». Au passage, soulevons deux remarques :

1) vouloir amalgamer l'anarchosyndicalisme avec ces milieux, c'est ne pas comprendre ce qui le singularise. L'anarchosyndicalisme en effet s'appuie sur cette conception matérialiste de l'Histoire qui, certes, avance le concept de la lutte des classes, mais il veut de plus aborder le champ social dans son entière complexité et totalité ou, si l'on veut, dans une critique unitaire de ce monde. En effet, il s'érige contre toute parcellisation de la lutte qui entraîne une spécialisation dans un thème contestataire. Sur le plan gnoseologique (théorie de la connaissance), cela aboutit à un réductionnisme cognitif. C'est-à-dire que l'on n'analyse le champ social qu'au travers du filtre de sa propre spécialisation contestataire. Partant de là, l'anarchosyndicalisme s'oppose au clivage de l'économie et de la politique, par exemple, clivage qui conduit à concevoir comme étant indépassable ce schéma organisationnel : l'organisation syndicale d'un côté et l'organisation spécifique de l'autre.

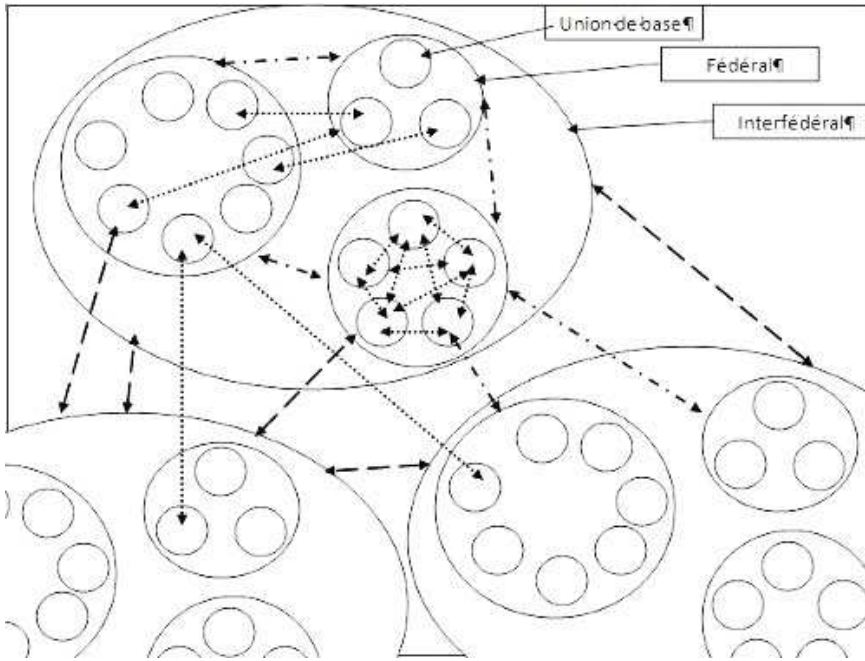
2) soutenir cette idée d'étrangeté du réseau ne fait, à mes yeux, qu'illustrer une lacune ou, ce qui est beaucoup plus grave, une méconnaissance de l'Histoire de l'anarchosyndicalisme. Or, que nous dit cette Histoire de l'anarchosyndicalisme qui varie selon les pays ? Voici l'exemple de l'Allemagne.

Retour sur un contexte

Les vicissitudes de la 1^{ère} Guerre mondiale favorisent la sédition contre la

une défense stoppant les Allemands, ce qui leur permet l'organisation du front arrière et la contre attaque jusqu'à Berlin. Le réseau est bien adapté à l'axe tactique et stratégique. Cependant, la notion de réseau n'est pas forcément révolutionnaire en soi. Elle est compatible récupérable, juxtaposable.. et peut coexister avec des réalités pyramidales.

Dans une vision subversive, le réseau est in-annexable. Il offre la durée (pré, pendant et post-révolutionnaire), un socle concret et fondamental pour un processus de transformation sociale. "Il est antagonique avec une formation spécifiquement idéologique et/ou révolutionnaire qui se veut hiérarchisée". A contrario, ce type de régulation a une connivence patente avec l'anarchosyndicalisme, sa méthodologie ; elle explicite son utopie, son projet de société. D'ailleurs, c'est un des fondements de l'AIT : ses syndicats ont leurs moyens propres qu'ils autogèrent et n'ont pas de restriction de lien envers les structures fédérées.



Par ignorance, bêtise, mauvaise foi, manipulation sémantique, on dénigre le fédéralisme en réseau. Certains, se présentent comme anarchistes, mais prouvent par leur critique du réseau qu'ils ne le sont point. Ils s'affilient en général à des organisations réformistes, bureaucratiques, centralisées, y prennent des fonctions aussi importantes que la hiérarchie veut bien le leur concéder. Sous couvert de tolérance, de pragmatisme, de non-dogmatisme, ils sont les chantres de l'exploitation, de l'antithèse

réductionnisme fait que l'externe et la totalité ne sont pas ou très mal saisis ; ils sont vus de manière parcellaire. L'information subit une perception particulière, perd de l'objectivité, voire tourne à l'égotisme. Les altérations informationnelles obligent à vérifier le sens, le vrai et le faux...

Ce tri alourdit la communication. Les réunions pour coordonner, cadrer, expliquer, sont pléthoriques et impactent l'activité vers le bureaucratisme. Constatant la réactivité tardive, inadaptée ou impossible des lieux appropriés ; se justifiant par l'urgence, le nécessaire, la cohésion,... les conseils, les secrétariats, les bureaux, décident et s'arrogent le pouvoir de haut en bas. Ce fonctionnement est renforcé par les adhésions visant les privilèges, les alliances (collaboration, cogestion, collusion) pour augmenter les moyens (finance, logistique, permanents, salariés). Cela accrédite la rhétorique verticaliste.

On expliquera que hiérarchie et centralisation sont pertinentes pour la discipline, l'unité, la célérité, la résistance, l'efficacité, au point d'être l'acmé du social. Une telle affirmation est multi-contredite par la réalité. Je soumets à la sagacité du lecteur la question : pourquoi, sinon, un tel ordre est-il instable, contesté, dénigré, belliciste, et pourquoi, lorsqu'il est décrié, utilise-t-il la coercition ?

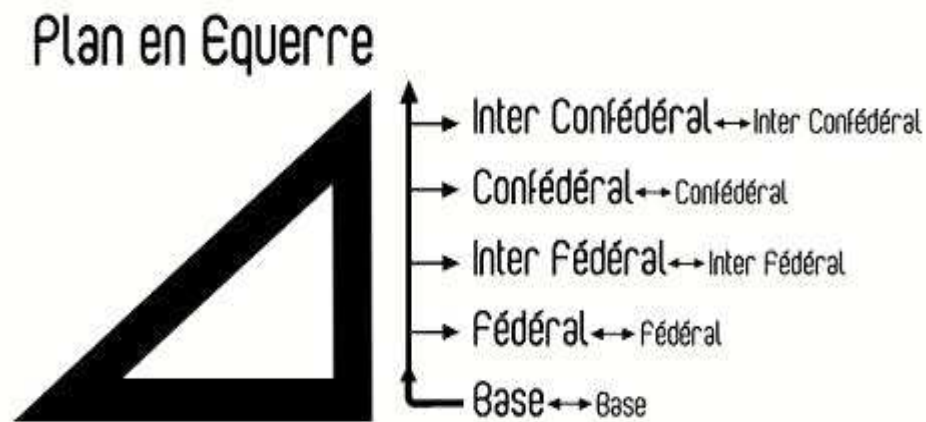
On nie les pugilats, les mesquineries, les courtisans, les mensonges, les magouilles des clans, des petits et grands chefs que le pouvoir exacerbe. On oublie qu'une union d'action sociale n'échappe pas aux conflits (adversaire, ennemi, concurrent), la stratégie se double d'une tactique (défense, attaque). Le tout est conditionné par le verticalisme et le volume d'hégémonie poursuivi par l'attaquant. C'est sous la contrainte d'une force antagonique plus puissante que se révèle la fragilité d'un système pyramidal ou sa soumission par un autre. On manie pour ce but les méthodes suivantes :

- éradiquer grâce à un arsenal juridique, militaire, financier : on illégalise, réprime les personnes ; on anéantit les centres vitaux (encadrement et logistique). Si nécessaire, on étend cela aux sous-grades pour désarticuler par effet de panique.
- domestiquer en modifiant l'idéologie, l'action subversive, l'attitude antagonique : on maintient ou intensifie le verticalisme, octroie des moyens proportionnés aux couches organiques. On achève la pacification par la collaboration, la connivence, le partenariat et l'intégration.
- neutraliser en inhibant la réaction par le dysfonctionnement des équipes et de la logistique : on coupe ou manipule l'information, stimule les conflits internes pour paralyser la machine.
- instrumentaliser les points déterminants par des groupes occultes : on change ou pas les statuts ; on entretient ou crée des inimitiés et rumeurs. On tourneboule, on ajoute flatterie et démagogie. On détient l'influence, le pouvoir et les moyens de la somme infiltrée pour servir la formation entriste.

Qui étudie les ouvrages de conseil tactique et de stratégie ou les manuels (pour ou contre) révolutionnaires, insurrectionnels, de guérilla, de coup d'État, les livres d'histoire sur les luttes sociales, est dessillé par leur vocabulaire : décapitation (des états majors, des postes de commandement, des comités centraux, des postes de

direction, des lieux vitaux...), usage de services (secrets, de renseignements, de contre-information, d'intox), bataille (idéologique, économique, psychologique), guerre (partielle, totale, préventive), destruction, soumission et isolement... Un stratège, conseiller de la CIA, démontrait le bénéfice que l'attaquant tire de la verticalisation de la machine de guerre adverse et, à titre d'exemple, l'aisance de la dérouté du dispositif des partis communistes du fait de leur centralisation. A contrario, on notera qu'afin de protéger leur circuit informationnel, les militaires américains ont calqué pour Internet le réseau de type libertaire.

Conscients des avatars de ce fédéralisme, certains vont choisir un schéma en équerre :



Pour plus d'horizontalité, ils défendent la rotation des tâches. Ils réduisent le rôle législatif de quelques niveaux ou le limitent à l'exécutif, le tout sous le contrôle du congrès des éléments de base qui nomment les mandatés aux diverses instances. Cela améliore la vie organique, le flux d'information, la démocratie et casse le réductionnisme de structure auto-centrée. Mais les ordres ascendants maintiennent leurs expédients et leur suprématie. Les sous-ensembles oeuvrés par des bénévoles ou simplement des affiliés qui travaillent s'épuisent face à la perpendiculaire qui s'impose au final. L'histoire enseigne que l'inégalité de traitement, des moyens ou de situations installe un monde de domination. La bureaucratie, la technostructure asservissent pour leurs besoins. Pour instiller un véritable fédéralisme démocratique, une autre piste est requise : « le réseau libertaire ».

Le fédéralisme en réseau

Selon cette esquisse de diagramme, toutes les parties sont reliées, émettent et reçoivent l'information quel que soit l'interlocuteur. Elles sont de même nature et fonction, ne sont pas subordonnées mais sont l'extension des aires nécessaire à l'action générale, comme chaque maillon tient la chaîne, selon le principe que la totalité n'exprime, ne représente, n'existe que par ses constituants d'égale force. C'est un champ d'investigation empirique étendu qui permet la maturité et la compréhension systémique. Cet organigramme peut être opératoire pour tous types de groupements humains (territoriaux, syndicats, collectifs de luttes, associations) et s'appliquer à l'économie, la politique, l'éducation... Pour garantir les droits irréfragables de chaque entité, sans être paralysé par l'infantilisme, l'égoïsme, le court terme et l'étroitesse d'esprit, qui entravent sa souveraineté, son autonomie et ne saisissent pas que le fédéralisme est la plus haute expression de ces deux valeurs il faut énoncer la règle : chaque constituant a des moyens et des décisions propres, il n'engage et ne statue que par et pour ceux qu'il fédère. Par exemple, les habitants d'une ville l'administrent en tout point ; si la nécessité conduit à n'utiliser que des moyens par quartier celui-ci les gère, cela s'étend à toutes les entités sur leur périmètre d'intervention. Pour empêcher la domination de minorités, les conseils, les mandatés, les délégués et les commissions sont révocables. Les votations (motions, référendums, congrès, etc.) sont l'attribut des assemblées générales d'individus des zones concernées (fédérales, inter-fédérales, etc.). Chaque centre et instance sont régis par la démocratie directe.

Avec l'ajout d'autres vecteurs idéologiques (égalité, solidarité, démocratie, justice, liberté, lutte des classes, anticapitalisme, antiparlementarisme, etc.), nous dépassons la simple mécanique inter-structurelle pour une obtenir une cohésion transtructurelle dans laquelle micro/macro, particulier/général, spécifique/universel, fraction/totalité sont en symbiose. Le réseau est assez souple pour articuler le local et le global. Il ne fait pas obstacle à ce que ces items s'adaptent ou innovent sans renoncer au générique. C'est à l'intelligence de répondre aux cas d'espèces en pérennisant l'architecture organique. Il n'y a pas de cadre parfait et définitif mais la volonté judicieuse de l'intelligence collective pour marginaliser les imbéciles.

La destruction, la manipulation ou l'annihilation d'un tel bâti sont très difficiles. Il n'y a pas de grades instrumentalisables. Chaque groupe a des moyens isodynames (égaux) assurant son indépendance et interdépendance. De fait, l'existence de l'un est garantie par l'autre. Les liens en faisceaux font qu'un lien rompu est compensé ou rétabli par le maillage. La praxis globale produit une haute conscience de la situation et des défenses organiques. Pour anéantir un agencement réticulé, il faut frapper une grande quantité de points, mais aussi les relations molaires et moléculaires, tout autant que les affirmations idéologiques... Pour cela, il faut des moyens, une force difficile à obtenir.

Le tricotage d'un réseau fédéré est démocratique et octroie une grande unité pour agir, que cela découle de façon empirique ou de raison ! Cette élaboration est valable en défense, plus délicate en attaque car plus lente. Mais ceux qui négligent la défense pour l'attaque le paient très cher. Exemple : les Russes firent de Stalingrad